

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XVIII LEGISLATURA —————

Doc. XX
n. 14

SENTENZA **DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO**

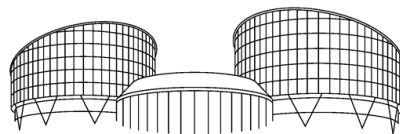
10 GENNAIO 2019

AJMONE MARSAN E ALTRI c. ITALIA, RICORSO N. 21925/15

(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

—————
Comunicata alla Presidenza il 30 ottobre 2019
—————

PAGINA BIANCA



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

(Requête n° 21925/15)

ARRÊT

STRASBOURG

10 janvier 2019

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.

PAGINA BIANCA

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

1

En l'affaire Ajmone Marsan et autres c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en un comité composé de :

Aleš Pejchal, *président*,

Tim Eicke,

Gilberto Felici, *juges*,

et de Renata Degener, *greffière adjointe de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 11 décembre 2018,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 21925/15) dirigée contre la République italienne par cinquante-trois ressortissants italiens (voir la liste en annexe) qui ont saisi la Cour le 22 avril 2015 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Les requérants ont été représentés par M^e G. De Paola, avocat exerçant à Florence. Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son ancien coagent, M^{me} P. Accardo, et par son coagent, M^{me} M.G. Civinini.

3. Les requérants allèguent une violation de leur droit à un procès dans un délai raisonnable (article 6 § 1 de la Convention).

4. Le 20 mai 2016, la requête a été communiquée au Gouvernement.

5. Par une lettre du 18 octobre 2018, le Gouvernement s'est opposé à l'examen de la requête par un comité. Après avoir examiné l'objection du Gouvernement, la Cour l'a rejetée.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

6. Le 20 novembre 1986, les requérants saisirent le tribunal administratif régional (le TAR) pour le Latium d'un recours en annulation (RG n° 7770/1986) contre l'ordonnance de la Région Latium n° 2443 du 29 avril 1986 touchant leur activité professionnelle. En particulier, ils se plaignirent de la modification de leur échelon administratif et de ses conséquences sur leur rétribution. Le 1^{er} février 2011, le TAR rejeta les recours.

2

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

7. Entre le 19 avril et le 7 septembre 2011, les requérants introduisirent des recours devant la cour d'appel de Pérouse, sur le fondement de la loi n° 89 de 2011 dite « loi Pinto », pour se plaindre de la durée excessive de la procédure juridictionnelle administrative.

8. Le 14 mai 2013, la cour d'appel joignit les recours (RG n° 2048/2011) et les déclara irrecevables. Elle constata qu'au cours de la procédure juridictionnelle administrative, les requérants n'avaient pas présenté une demande de fixation en urgence de la date de l'audience (*istanza di prelievo*), nouvelle condition de recevabilité des recours « Pinto », introduite avec l'article 54 du décret-loi n° 112 du 25 juin 2008.

9. Le 22 octobre 2014 (arrêt n° 22465/2014), le pourvoi en cassation formé par les requérants fut rejeté par la Cour de cassation sur le fondement des mêmes raisons évoquées par la cour d'appel. La Haute juridiction rejeta aussi trois questions de constitutionnalité présentées contre l'article 54 du décret susmentionné.

II. LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNES PERTINENTS

10. Le droit et la pratique internes pertinents en l'espèce se trouvent décrits dans l'arrêt *Olivieri et autres c. Italie* (n°s 17708/12 et 3 autres, §§ 11-18 et 67, 25 février 2016).

11. Dans son arrêt n° 3740 du 15 février 2013, la Cour de cassation a jugé que pour les procédures en cours devant le juge administratif à la date du 16 septembre 2010, lorsqu'une violation du droit à un procès dans une durée raisonnable est alléguée, l'on ne saurait déposer une demande de satisfaction équitable au sens de la loi n° 89 de 2011 si, dans la procédure principale, une demande de fixation en urgence de la date de l'audience n'a pas été présentée. Et ce sans distinction aucune entre les phases de la même procédure.

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

12. Les requérants allèguent que la durée de la procédure juridictionnelle administrative a enfreint leur droit à un procès dans un délai raisonnable, tel que prévu par l'article 6 § 1 de la Convention, ainsi libellé :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue (...) dans un délai raisonnable, par un tribunal (...), qui décidera (...) des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil (...) »

13. Le Gouvernement s'oppose à cette thèse.

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

3

A. Sur la recevabilité

14. Constatant que la requête n'est pas manifestement mal fondée au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et qu'elle ne se heurte par ailleurs à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour la déclare recevable.

B. Sur le fond

15. Les requérants se plaignent de la durée excessive de la procédure devant le TAR du Latium qui a débuté le 20 novembre 1986 et a pris fin le 1^{er} février 2011.

16. Le Gouvernement rappelle que le procès administratif est un procès des parties, dans la mesure où celles-ci, et non pas le juge, ont le pouvoir de donner l'impulsion initiale, de poursuivre la procédure et de présenter les preuves. Il invite ainsi la Cour à tenir compte du fait que les requérants n'ont donné aucune impulsion à la procédure, laquelle était par ailleurs particulièrement complexe en raison du nombre de parties.

17. En outre, le Gouvernement estime que les requérants, parties à une procédure en cours au 25 juin 2008, date d'entrée en vigueur de l'article 54 du décret-loi n° 112 du 25 juin 2008, auraient dû présenter une demande de fixation en urgence de la date de l'audience pour se plaindre de la durée de la procédure postérieure à cette dernière date.

18. La Cour rappelle avoir jugé que la procédure pour se plaindre de la longueur excessive d'une procédure juridictionnelle administrative ne peut pas être considérée comme effective au sens de l'article 13 de la Convention (*Olivieri et autres*, précité, § 71) et que cette conclusion s'applique aussi à la nouvelle formulation de l'article 54, alinéa 2, du décret-loi n° 112 de 2008, tel que modifié par le décret-législatif n° 104 du 2 juillet 2010, entrée en vigueur le 16 septembre 2010 (*ibidem*, §§ 66-69). La nouvelle disposition était ainsi déjà en vigueur à la date de l'introduction des recours « Pinto » par les requérants. Or, comme l'a indiqué la Cour de cassation (paragraphe 11 ci-dessus), cette discipline s'applique à la durée globale de la procédure et ne permet pas de faire une distinction entre périodes antécédentes et successives à l'entrée en vigueur de la disposition litigieuse. Par conséquent, la Cour estime que la procédure interne doit être considérée dans sa globalité.

19. Celle-ci a eu une durée d'environ vingt-cinq ans. La Cour observe que les requérants ont sollicité le TAR afin d'obtenir une décision sur leurs recours en présentant deux demandes de fixation de l'audience. Par conséquent, et contrairement à ce que soutient le Gouvernement, l'intérêt des requérants à voir leur cause traitée dans un délai raisonnable ne saurait être mis en doute.

20. Même à vouloir supposer que la procédure litigieuse a été complexe en raison de la présence de nombreuses parties, la Cour ne peut que

4

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

constater une méconnaissance de l'exigence du « délai raisonnable », compte tenu des critères dégagés par sa jurisprudence bien établie en la matière (voir, en premier lieu, *Cocchiarella c. Italie* [GC], n° 64886/01, §§ 117 et 121, CEDH 2006-V).

21. Ces éléments suffisent à la Cour pour conclure que dans la présente affaire il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

II. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

22. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

23. Les requérants n'ont pas présenté, dans leurs observations du 4 janvier 2017 en réponse aux observations du Gouvernement, de demandes de satisfaction équitable. Dans leur formulaire de requête, à conclusion de l'exposé des faits, chaque requérant a demandé « la somme que la Cour estimera équitable pour le dommage moral subi ».

24. Le Gouvernement estime que les requérants n'ont pas exposé de prétentions de satisfaction équitable et que rien ne doit leur être accordé.

25. La Cour observe qu'en effet les requérants n'ont pas soumis une demande de satisfaction équitable pour préjudice moral, ni formulé une demande pour les frais et dépens, conformément aux conditions énoncées dans son règlement et dans l'instruction pratique qui leur a été adressée.

26. Par ailleurs, la Cour estime que la violation constatée dans la présente affaire ne justifie pas l'octroi d'une indemnité en l'absence d'une demande de satisfaction équitable (voir, *a contrario*, *Nagmetov c. Russie* [GC], n° 35589/08, §§ 81 et 87, 30 mars 2017).

27. Partant, la Cour décide de rien octroyer aux requérants au titre de l'article 41 de la Convention.

28. La Cour note ensuite qu'aucune demande pour dommage matériel ou pour frais et dépens n'a été formulée. En conséquence, elle n'alloue aucune somme à ce titre.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Déclare* la requête recevable ;
2. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

5

Fait en français, puis communiqué par écrit le 10 janvier 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Renata Degener
Greffière adjointe

Aleš Pejchal
Président

6

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

ANNEXE

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence	Date d'introduction du recours « Pinto » (RG n°)
1.	Susanna AJMONE MARSAN	01/08/1950	Rome	02/05/2011 (RG n° 2233/11)
2.	Paola BORGIO	17/05/1953	Rome	27/04/2011 (RG n° 2157/11)
3.	Maurizio BRUSTOLIN	06/01/1953	Rome	10/05/2011 (RG n° 2463/11)
4.	Antonio CACCIAPAGLIA	29/06/1941	Cerveteri (RM)	26/05/2011 (RG n° 3011/11)
5.	Elio CAMILLI	26/08/1949	Rome	19/04/2011 (RG n° 2019/11)
6.	Emilia CIOCCA	16/11/1938	Rome	27/04/2011 (RG n° 2157/11)
7.	Franca COMPAGNONI	20/03/1953	Rome	26/05/2011 (RG n° 3014/11)
8.	Paola DE LILLO	15/02/1947	Rome	10/05/2011 (RG n° 2458/11)
9.	Vittoria EPIFANI	01/04/1936	Rome	10/05/2011 (RG n° 2458/11)
10.	Rosanna FALATO	31/01/1953	Rome	07/06/2011 (RG n° 3330/11)
11.	Fabiola FORTUNA	26/10/1953	Rome	27/04/2011 (RG n° 2157/11)
12.	Simonetta FRANCI	12/02/1948	Rome	01/06/2011 (RG n° 3248/11)
13.	Lucia FRUTTERO	09/01/1945	Rome	01/07/2011 (RG n° 3917/11)
14.	Paolo FUGNITTO	18/06/1950	Rome	10/05/2011 (RG n° 2463/11)
15.	Silvia FURCI	28/07/1952	Rome	07/06/2011 (RG n° 3330/11)
16.	Giorgianna Gladys GARDNER	09/07/1952	Rome	17/05/2011 (RG n° 2842/11)
17.	Caterina GRANDE	19/03/1953	Rome	07/09/2011 (RG n° 5056/11)
18.	Carla GRASSI	26/05/1950	Rome	19/04/2011 (RG n° 2049/11)

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

7

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence	Date d'introduction du recours « Pinto » (RG n°)
19.	Stefania GRAZIOSI	16/07/1947	Rome	26/05/2011 (RG n° 3014/11)
20.	Roberto IOZZINO	03/11/1949	Cerveteri (RM)	02/05/2011 (RG n° 2233/11)
21.	Annarita LEUZZI	27/07/1948	Frattocchie (RM)	17/05/2011 (RG n° 2842/11)
22.	Lorenzo LIPPI	10/08/1946	Rome	01/06/2011 (RG n° 3249/11)
23.	Fabio LO TURCO	19/06/1944	Rome	19/04/2011 (RG n° 2048/11)
24.	Gabriele LO TURCO	17/10/1980	Rome	19/04/2011 (RG n° 2048/11)
25.	Anna Maria LUCCI	08/10/1952	Rome	10/05/2011 (RG n° 2463/11)
26.	Felicia MARIANI	26/04/1953	Rome	26/05/2011 (RG n° 3014/11)
27.	Tiziana MARIANI	08/10/1953	Rome	10/05/2011 (RG n° 2458/11)
28.	Leonilde MARZOLINI	24/11/1952	Rome	02/05/2011 (RG n° 2233/11)
29.	Matilde MATTIA	23/04/1952	Soriano nel Cimino (VT)	01/06/2011 (RG n° 3248/11)
30.	Paolo MOLINA	24/05/1952	Rome	19/04/2011 (RG n° 2049/11)
31.	Domenico MONACELLI	01/07/1951	Rome	01/06/2011 (RG n° 3249/11)
32.	Lucia MONTEROSA	08/05/1953	Rome	19/04/2011 (RG n° 2049/11)
33.	Marinella MORDIGLIA	03/02/1946	Rome	01/06/2011 (RG n° 3249/11)
34.	Giovanna OLIVERI	27/07/1952	Rome	27/04/2011 (RG n° 2157/11)
35.	Francesca PAGANELLI	11/01/1943	Rome	27/04/2011 (RG n° 2157/11)
36.	Lucia PANFILI	24/03/1952	Rome	01/06/2011 (RG n° 3248/11)
37.	Giovanna PARISINI	26/06/1935	Rome	02/05/2011 (RG n° 2233/11)

8

ARRÊT AJMONE MARSAN ET AUTRES c. ITALIE

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence	Date d'introduction du recours « Pinto » (RG n°)
38.	Lucrezia PASQUALE	17/03/1952	Rome	17/05/2011 (RG n° 2842/11)
39.	Fabio Vittorio PATRUNO	23/12/1952	Marino (RM)	01/06/2011 (RG n° 3248/11)
40.	Vincenzo RICCIO	26/09/1945	Rome	01/6/2011 (RG n° 3249/11)
41.	Michela ROMANO	20/01/1950	Rome	10/05/2011 (RG n° 2463/11)
42.	Marina Camilla Cristina SARLI	28/05/1953	Rome	10/05/2011 (RG n° 2458/11)
43.	Raffaella SCALISI	14/08/1952	Rome	19/04/2011 (RG n° 2049/11)
44.	Luisa SCALPELLI	20/04/1945	Rome	26/05/2011 (RG n° 3011/11)
45.	Fiorenzo SERRA	09/11/1942	Rome	26/05/2011 (RG n° 3011/11)
46.	Ada SORDINI	02/01/1936	Santamarinella (RM)	26/05/2011 (RG n° 3011/11)
47.	Fabio SORDINI	05/04/1955	Rome	17/05/2011 (RG n° 2842/11)
48.	Maria Cristina STENTA	27/06/1946	Rome	02/05/2011 (RG n° 2233/11)
49.	Luciana STENTELLA	28/12/1950	Rome	26/05/2011 (RG n° 3014/11)
50.	Marina Camilla Cristina UNGANIA	20/03/1954	Rome	17/05/2011 (RG n° 2842/11)
51.	Gabriella VACCHER	07/09/1946	Rome	26/05/2011 (RG n° 3011/11)
52.	Maria Fiammetta VOLPINI	04/02/1953	Rome	01/06/2011 (RG n° 3248/11)
53.	Marina VOTA	04/11/1953	Rome	10/05/2011 (RG n° 2458/11)

© Ministero della Giustizia, Direzione generale del contenzioso e dei diritti umani.

Permission to re-publish this translation has been granted by the Italian Ministry of Justice for the sole purpose of its inclusion in the Court's database HUDOC

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA AJMONE MARSAN E ALTRI c. ITALIA

(Ricorso n. 21925/15)

SENTENZA

STRASBURGO

10 gennaio 2019

Questa sentenza è definitiva. Può subire modifiche di forma.
Nella causa Ajmone Marsan e altri c. Italia,
La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in un comitato composto da Aleš Pejchal, presidente,
Tim Eicke,
Gilberto Felici, giudici,
e da Renata Degener, cancelliere aggiunto di sezione,
Dopo avere deliberato in camera di consiglio l'11 dicembre 2018,
Pronuncia la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi è un ricorso (n. 21925/15) proposto contro la Repubblica italiana da cinquantatré cittadini italiani (si veda l'elenco allegato) che hanno adito la Corte il 22 aprile 2015 ai sensi dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione»).
2. I ricorrenti sono stati rappresentati dall'avvocato G. De Paola, del foro di Firenze. Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo ex co-agente, P. Accardo, e dal suo co-agente, M.G. Civinini.
3. I ricorrenti denunciano una violazione del loro diritto a un processo entro un termine ragionevole (articolo 6 § 1 della Convenzione).
4. Il 20 maggio 2016 il ricorso è stato comunicato al Governo.
5. Con lettera del 18 ottobre 2018, il Governo si è opposto all'esame del ricorso da parte di un comitato. Dopo aver esaminato l'obiezione del Governo, la Corte l'ha respinta.

IN FATTO

I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

6. Il 20 novembre 1986 i ricorrenti si rivolsero al tribunale amministrativo regionale (il TAR) del Lazio e presentarono un ricorso (RG n. 7770/1986) volto all'annullamento

della deliberazione della Giunta regionale della Regione Lazio n. 2443 del 29 aprile 1986, relativa alla loro attività professionale. In particolare, lamentarono la modifica del loro livello amministrativo e le sue conseguenze sulla loro retribuzione. Il 1° febbraio 2011 il TAR respinse i ricorsi.

7. Tra il 19 aprile e il 7 settembre 2011, i ricorrenti presentarono dei ricorsi dinanzi alla corte d'appello di Perugia, sulla base della legge n. 89 del 2011, detta «Legge Pinto», per contestare l'eccessiva durata del procedimento giudiziario amministrativo.
8. Il 14 maggio 2013 la corte d'appello riunì i ricorsi (RG n. 2048/2011) e li dichiarò inammissibili, constatando che, nel corso del procedimento giudiziario amministrativo, i ricorrenti non avevano presentato una istanza di prelievo, nuova condizione di ammissibilità dei ricorsi «Pinto», introdotta con l'articolo 54 del decreto legge n. 112 del 25 giugno 2008.
9. Il 22 ottobre 2014 (sentenza n. 22465/2014), la Corte di cassazione respinse il ricorso proposto dai ricorrenti per gli stessi motivi richiamati dalla corte d'appello. La Suprema Corte respinse anche tre questioni di legittimità costituzionale sollevate contro l'articolo 54 del suddetto decreto.

II. IL DIRITTO E LA PRASSI INTERNI PERTINENTI

10. Il diritto e la prassi interni pertinenti al caso di specie sono descritti nella sentenza Olivieri e altri c. Italia (nn. 17708/12 e altri 3, §§ 11-18 e 67, 25 febbraio 2016).
11. Con sentenza n. 3740 del 15 febbraio 2013, la Corte di Cassazione ha stabilito che, per i procedimenti pendenti dinanzi al giudice amministrativo alla data del 16 settembre 2010, ove si asserisca la violazione del diritto ad un processo entro un termine ragionevole, non può essere presentata una domanda di equa soddisfazione ai sensi della legge n. 89 del 2011 se, nel procedimento principale, non è stata presentata una istanza di prelievo. E questo senza alcuna distinzione tra le fasi dello stesso procedimento.

IN DIRITTO

I. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 6 § 1 DELLA CONVENZIONE

12. I ricorrenti lamentano che la durata del procedimento giudiziario amministrativo ha violato il loro diritto a un processo entro un termine ragionevole, come previsto dall'articolo 6 § 1 della Convenzione, che recita:
«Ogni persona ha diritto a che la sua causa sia esaminata (...) entro un termine ragionevole, da un tribunale (...) il quale sia chiamato a pronunciarsi sulle controversie sui suoi diritti e doveri di carattere civile (...)»
13. Il Governo si oppone a questa tesi.

A. Sulla ricevibilità

14. Constatando che il ricorso non è manifestamente infondato ai sensi dell'articolo 35 § 3 a) della Convenzione e non incorre in altri motivi di irricevibilità, la Corte lo dichiara ricevibile.

B. Sul merito

15. I ricorrenti lamentano la durata eccessiva del procedimento dinanzi al TAR del Lazio, che è iniziato il 20 novembre 1986 e si è concluso il 1° febbraio 2011.
16. Il Governo rammenta che il processo amministrativo è un processo delle parti, in quanto queste ultime, e non il giudice, hanno il potere di dare l'impulso iniziale, di proseguire il procedimento e di presentare le prove. Il Governo invita perciò la Corte

- a tenere conto del fatto che i ricorrenti non hanno dato alcun impulso al procedimento, che era peraltro particolarmente complesso a causa del numero delle parti.
17. Inoltre, il Governo ritiene che i ricorrenti, parti in un procedimento pendente al 25 giugno 2008, data di entrata in vigore dell'articolo 54 del decreto legge n. 112 del 25 giugno 2008, avrebbero dovuto presentare una istanza di prelievo per lamentare la durata eccessiva del procedimento posteriore a quest'ultima data.
 18. La Corte rammenta di avere dichiarato che la procedura per lamentare la lunghezza eccessiva di un procedimento giudiziario amministrativo non può essere considerata un ricorso effettivo ai sensi dell'articolo 13 della Convenzione (Olivieri e altri, sopra citata, § 71) e che questa conclusione si applica anche alla nuova formulazione dell'articolo 54, comma 2, del decreto legge n. 112 del 2008, come modificato dal decreto legislativo n. 104 del 2 luglio 2010, entrato in vigore il 16 settembre 2010 (ibidem, §§ 66-69). La nuova disposizione era perciò già in vigore alla data di presentazione dei ricorsi «Pinto» da parte dei ricorrenti. Ora, come ha indicato la Corte di cassazione (paragrafo 11 supra), questa disciplina si applica alla durata complessiva del procedimento, e non permette di operare una distinzione tra periodi antecedenti e posteriori all'entrata in vigore della disposizione controversa. Di conseguenza, la Corte ritiene che il procedimento interno debba essere considerato nella sua globalità.
 19. Quest'ultimo ha avuto una durata di circa venticinque anni. La Corte osserva che i ricorrenti hanno sollecitato il TAR allo scopo di ottenere una decisione sui loro ricorsi presentando due domande di fissazione dell'udienza. Di conseguenza, e contrariamente a quanto afferma il Governo, l'interesse dei ricorrenti a che la loro causa fosse trattata entro un termine ragionevole non può essere messo in discussione.
 20. Anche a voler supporre che il procedimento in questione sia stato complesso a causa della presenza di molte parti, la Corte può solo constatare l'inosservanza dell'esigenza del «termine ragionevole», tenuto conto dei criteri derivanti dalla sua giurisprudenza ben consolidata in materia (si veda, in primo luogo, Cocchiarella c. Italia [GC], n. 64886/01, §§ 117 e 121, CEDU 2006 V).
 21. Questi elementi bastano alla Corte per concludere che, nella presente causa, vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione.

II. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

22. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,
«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»
23. I ricorrenti non hanno presentato, nelle loro osservazioni del 4 gennaio 2017 in risposta alle osservazioni del Governo, alcuna domanda di equa soddisfazione. Nel loro formulario di ricorso, a conclusione dell'esposizione dei fatti, ciascun ricorrente ha chiesto «la somma che la Corte riterrà equa per il danno morale subito».
24. Il Governo ritiene che i ricorrenti non abbiano formulato richieste di equa soddisfazione e che non debba essere accordata loro alcuna somma.
25. La Corte osserva che, in effetti, i ricorrenti non hanno presentato una domanda di equa soddisfazione per danno morale, né formulato una richiesta per le spese, conformemente alle condizioni di cui al suo regolamento e come indicato nelle istruzioni pratiche che sono state loro inviate.

26. Peraltro, la Corte ritiene che la violazione constatata nella presente causa non giustifichi il riconoscimento di una indennità in assenza di una domanda di equa soddisfazione (si veda, a contrario, Nagmetov c. Russia [GC], n. 35589/08, §§ 81 e 87, 30 marzo 2017).
27. Pertanto, la Corte decide di non accordare nulla ai ricorrenti a titolo dell'articolo 41 della Convenzione.
28. La Corte osserva inoltre che non è stata formulata alcuna richiesta per danno materiale o per le spese. Di conseguenza, non sarà accordata alcuna somma a questo titolo.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

1. Dichiara il ricorso ricevibile;
2. Dichiara che vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 10 gennaio 2019, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Renata Degener
Cancelliere aggiunto

Presidente
Aleš Pejchal

ALLEGATO

N.	Nome COGNOME	Data di nascita	Luogo di residenza	Data di presentazione del ricorso «Pinto» (RG n.)
1.	Susanna AJMONE MARSAN	01/08/1950	Roma	02/05/2011 - (RG n. 2233/11)
2.	Paola BORGIO	17/05/1953	Roma	27/04/2011 - (RG n. 2157/11)
3.	Maurizio BRUSTOLIN	06/01/1953	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2463/11)
4.	Antonio CACCIAPAGLIA	29/06/1941	Cerveteri (RM)	26/05/2011 - (RG n. 3011/11)
5.	Elio CAMILLI	26/08/1949	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2019/11)
6.	Emilia CIOCCA	16/11/1938	Roma	27/04/2011 - (RG n. 2157/11)
7.	Franca COMPAGNONI	20/03/1953	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3014/11)
8.	Paola DE LILLO	15/02/1947	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2458/11)

9.	Vittoria EPIFANI	01/04/1936	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2458/11)
10.	Rosanna FALATO	31/01/1953	Roma	07/06/2011 - (RG n. 3330/11)
11.	Fabiola FORTUNA	26/10/1953	Roma	27/04/2011 - (RG n. 2157/11)
12.	Simonetta FRANCI	12/02/1948	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3248/11)
13.	Lucia FRUTTERO	09/01/1945	Roma	01/07/2011 - (RG n. 3917/11)
14.	Paolo FUGNITTO	18/06/1950	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2463/11)
15.	Silvia FURCI	28/07/1952	Roma	07/06/2011 - (RG n. 3330/11)
16.	Giorgianna Gladys GARDNER	09/07/1952	Roma	17/05/2011 - (RG n. 2842/11)
17.	Caterina GRANDE	19/03/1953	Roma	07/09/2011 - (RG n. 5056/11)
18.	Carla GRASSI	26/05/1950	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2049/11)
19.	Stefania GRAZIOSI	16/07/1947	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3014/11)
20.	Roberto IOZZINO	03/11/1949	Cerveteri (RM)	02/05/2011 - (RG n. 2233/11)
21.	Annarita LEUZZI	27/07/1948	Frattocchie (RM)	17/05/2011 - (RG n. 2842/11)
22.	Lorenzo LIPPI	10/08/1946	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3249/11)
23.	Fabio LO TURCO	19/06/1944	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2048/11)
24.	Gabriele LO TURCO	17/10/1980	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2048/11)
25.	Anna Maria LUCCI	08/10/1952	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2463/11)
26.	Felicia MARIANI	26/04/1953	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3014/11)
27.	Tiziana MARIANI	08/10/1953	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2458/11)
28.	Leonilde MARZOLINI	24/11/1952	Roma	02/05/2011 - (RG n. 2233/11)
29.	Matilde MATTIA	23/04/1952	Soriano nel Cimino (VT)	01/06/2011 - (RG n. 3248/11)
30.	Paolo MOLINA	24/05/1952	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2049/11)
31.	Domenico MONACELLI	01/07/1951	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3249/11)
32.	Lucia MONTEROSA	08/05/1953	Roma	19/04/2011 - (RG n.

				2049/11)
33.	Marinella MORDIGLIA	03/02/1946	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3249/11)
34.	Giovanna OLIVERI	27/07/1952	Roma	27/04/2011 - (RG n. 2157/11)
35.	Francesca PAGANELLI	11/01/1943	Roma	27/04/2011 - (RG n. 2157/11)
36.	Lucia PANFILI	24/03/1952	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3248/11)
37.	Giovanna PARISINI	26/06/1935	Roma	02/05/2011 - (RG n. 2233/11)
38.	Lucrezia PASQUALE	17/03/1952	Roma	17/05/2011 - (RG n. 2842/11)
39.	Fabio Vittorio PATRUNO	23/12/1952	Marino (RM)	01/06/2011 - (RG n. 3248/11)
40.	Vincenzo RICCIO	26/09/1945	Roma	01/6/2011 - (RG n. 3249/11)
41.	Michela ROMANO	20/01/1950	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2463/11)
42.	Marina Camilla Cristina SARLI	28/05/1953	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2458/11)
43.	Raffaella SCALISI	14/08/1952	Roma	19/04/2011 - (RG n. 2049/11)
44.	Luisa SCALPELLI	20/04/1945	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3011/11)
45.	Fiorenzo SERRA	09/11/1942	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3011/11)
46.	Ada SORDINI	02/01/1936	Santa Marinella (RM)	26/05/2011 - (RG n. 3011/11)
47.	Fabio SORDINI	05/04/1955	Roma	17/05/2011 - (RG n. 2842/11)
48.	Maria Cristina STENTA	27/06/1946	Roma	02/05/2011 - (RG n. 2233/11)
49.	Luciana STENTELLA	28/12/1950	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3014/11)
50.	Marina Camilla Cristina UNGANIA	20/03/1954	Roma	17/05/2011 - (RG n. 2842/11)
51.	Gabriella VACCHER	07/09/1946	Roma	26/05/2011 - (RG n. 3011/11)
52.	Maria Fiammetta VOLPINI	04/02/1953	Roma	01/06/2011 - (RG n. 3248/11)
53.	Marina VOTA	04/11/1953	Roma	10/05/2011 - (RG n. 2458/11)

PAGINA BIANCA



180200084200